

Du gaz en Palestine

revueconflits.com/du-gaz-en-palestine/

Jean-Sébastien Guillaume

14 novembre 2023



Plusieurs gisements de gaz de grande ampleur se trouvent au large de la bande de Gaza. Des réserves qui pourraient s'avérer utile pour la reconstruction d'après-guerre et qui excitent aussi les intérêts des puissances régionales.

Dans la guerre qui oppose Palestiniens et Israéliens, d'aucuns évoquent les causes économiques du conflit. Or, s'il est un champ de la géopolitique qui matérialise toutes les tensions économiques depuis 15 ans en Méditerranée orientale, c'est bien celui du gaz[1].

Le 18 juin 2023, le cabinet de Benjamin Netanyahu[2] autorise le développement du gaz naturel offshore de la ZEE de Gaza[3]. Les champs gaziers de Gaza Marine 1 et 2, identifiés depuis 1999, possèdent des réserves extractibles estimées à environ 35 milliards de m³ et une capacité annuelle de production de 1,5 milliard de m³ sur une période de 12 ans. Le montant des investissements pour le développer avant exploitation est d'environ 1,4 milliard de dollars. Le champ est situé à 36 kilomètres à l'ouest de Gaza et a été développé d'abord par **British Gas** en 2000, puis par **Royal Dutch Shell** qui l'a quitté aussi en 2018[4].

Si le gouvernement israélien délivre une approbation préliminaire au développement du projet Gaza Marine[5], celui-ci nécessite une coordination en matière de sécurité entre Israël, l'Égypte voisine et l'Autorité palestinienne[6] : " dans le cadre des processus en cours entre l'État d'Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne, en mettant l'accent sur le développement de l'économie palestinienne et le maintien de la stabilité sécuritaire dans la région, il est décidé de faire avancer le développement du champ gazier en face de Gaza (Gaza Marine)"[7]. A terme, cela signifie aussi une avancée potentielle dans les négociations sur la mise en place des corridors gaziers

vers l'UE, depuis l'Inde, à travers les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite, Jordanie, Israël, Chypre, comme Netanyahu l'a fait valoir à la tribune de la 78^{ème} session de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023[8].

Pour Elai Rettig et Benny Spanier[9], l'approbation israélienne – aussi surprenante qu'elle soit, venant d'un gouvernement à droite de la droite – vise à :

« atténuer le mécontentement américain face à la décision d'Israël d'étendre les colonies »[10] et « à calmer la situation politique à Gaza entre les factions belligérantes (Hamas contre Jihad islamique à Gaza) »[11]. Pour eux, officiellement, « seule l'Autorité palestinienne de Cisjordanie recevra les revenus du gaz », bien que « le Hamas en recevra également une partie avec l'approbation d'Israël pourrait être une récompense d'avoir aidé à s'opposer aux militants du Jihad islamique lors de la dernière vague de violences à Gaza en mai 2023 »[12].

A lire également

Podcast : Guerre à Gaza. Quelle stratégie pour Israël ? Gil Mihaely.

Retour sur les négociations complexes

En 2021, l'Autorité palestinienne signe un protocole de coopération avec l'Égypte pour développer le champ gazier et les infrastructures nécessaires à son exploitation[13]. De fait, Israël, inquiet pour sa sécurité, est perçu par la presse arabe comme faisant tout pour empêcher les Palestiniens de bénéficier de cette manne énergétique. La volonté d'Israël d'obtenir le gaz palestinien à prix cassé empêchait alors en 2012 sa production par British Gas (Viktor Kattan, centre palestinien al-Shabaka)[14]. Les Gazaouis, mécontents de la politique du Hamas[15], vivent avec des coupures d'électricité de 18 heures par jour et les Palestiniens de Cisjordanie payent leur consommation de gaz au prix fort à Israël[16].

En 2022, le Premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh (Fatah), annonce que les négociations entre le **Fonds d'investissement palestinien** (FIP) et la Compagnie gazière égyptienne (**EGAS**) sont en bonne voie[17]. Les contours de l'accord voient le FIP disposer de 27,5 % des parts du champ, la septuagénaire **Consolidated Contractors Company** (CCC), société de services de construction pour l'industrie pétrolière et gazière dirigée par la famille palestinienne Khoury (dont le siège social est à Athènes[18]) dispose de 27.5% des parts et les 45 % reviennent à l'**Egyptian Natural Gas Holding Company** (EGAS)[19].

En 2022, Israël signe un accord gazier avec l'Égypte pour les exportations vers l'Europe, auquel sont associés le **Fonds d'investissement** palestinien (géré par l'Autorité palestinienne) et la Compagnie gazière publique égyptienne[20],[21].

Israël est en pourparlers depuis 2020[22] avec la Grèce et Chypre au sujet d'un terminal basé à Chypre pour liquéfier le gaz israélien destiné à l'exportation vers l'Europe : le projet **East Med**[23], gazoduc de 6 milliards d'euros qui relie les importantes réserves de gaz découvertes au large d'Israël, et de Chypre à la Grèce et à l'Italie[24]. Aujourd'hui, peu d'analystes s'attendent à son aboutissement avant 2028.

Les Israéliens ont également envisagé un pipeline vers la Turquie et la construction de leur propre usine de liquéfaction, notamment au printemps 2021[25]. Mais si les relations avec la Turquie étaient tendues auparavant, elles le sont d'autant plus aujourd'hui.

Après les réunions d'Aqaba et de Charm el-Cheikh[26], qui ont porté en grande partie sur la désescalade des tensions, les responsables israéliens et palestiniens ont déclaré qu'ils avaient convenu d'œuvrer à l'amélioration des conditions économiques du peuple palestinien ainsi que de la situation financière de l'Autorité Palestinienne à court d'argent[27], qui bénéficierait du développement des champs Gaza Marine 1 et 2 situés à quelque 30 kilomètres au large de Gaza.

En mai 2023, des discussions reprennent pour développer le gisement de gaz de Gaza[28] avant une flambée de violence de cinq jours avec Gaza[29]. Les médias locaux révèlent la tenue de discussions dirigées par le conseiller de la NSA Israélienne **Tzachi Hanegbi**, et le général de division **Ghassan Alian**[30], chargé de la liaison militaire avec les Palestiniens. Ces discussions ont pour objectif le développement du projet du gisement de gaz de Gaza en échange des dépouilles des soldats israéliens[31].

A lire également

[Podcast : Israël-Hamas : quelles solutions pour la paix ?](#)

Des signaux faibles de la guerre identifiés dès juin 2023

Dans la presse palestinienne et arabe, il est indiqué que : « le Hamas attend les procédures finales qui seront adoptées par l'Autorité palestinienne, l'Égypte et les entreprises partenaires pour lancer leur plan de mise en œuvre visant à développer le champ maritime [de Gaza] et à extraire du gaz naturel »[32], mais que « l'Autorité palestinienne est la seule entité palestinienne reconnue internationalement et qui recevra les revenus de la manne gazière au large de Gaza »[33].

Dans le premier quotidien panarabe **Al Arab** on note en juin 2023 que les « **revenus du gaz constituent une opportunité inestimable pour le Hamas de renforcer son pouvoir dans la bande de Gaza** ». Mais que le Hamas entend « profiter de la froideur entre Israël et l'Autorité palestinienne pour se présenter comme un une alternative future »[34].

Fin juin, des sources palestiniennes indiquent que « la direction politique du Hamas, qui s'efforce de se présenter comme un mouvement modéré, propose l'option d'une trêve à long terme avec Israël »[35]. Or, si le Hamas cherche « à prendre ses distances par rapport à l'escalade entre le mouvement du Jihad islamique et Israël »[36], c'est aussi pour se présenter face à Israël et aux États-Unis comme un « candidat alternatif à l'Autorité palestinienne, qui connaît un grand état de faiblesse interne et externe due à la corruption endémique et à une génération peu en phase avec les réalités du terrain »[37].

De fait, durant l'été, la direction politique du Hamas se retrouve confrontée à certains « dirigeants étrangers et à la direction sur le terrain des Brigades Al-Qassam, qui ont ouvert des canaux avec l'Iran et le Hezbollah ». Bien que la branche politique du Hamas tente de parvenir à un accord avec Israël, les divisions se creusent au sein de l'appareil politique du Hamas. La volonté du Hamas d'apporter de l'argent pour prolonger son pouvoir à Gaza l'incite à accélérer ses démarches afin de construire des accords lui permettant de bénéficier des revenus du gisement gazier.

La branche politique du Hamas est divisée sur le fait de laisser l'Autorité palestinienne (dirigée par le Fatah), développer le champ de gaz naturel de Gaza[38], en concertation avec les États-Unis, Israël, l'Égypte et les sociétés d'exploitation partenaires qui supervisent l'exploration et l'extraction du gaz, en échange d'une rente annuelle et des revenus importants pour Gaza.

Pour le Hamas, Israël s'apprête « à voler le gaz de Gaza et pourrait réagir par une confrontation militaire »[39]. Fin juin 2023, dans le quotidien turc **Yeni Şafak** (tendance islamiste conservateur) que : « **le Hamas se prépare à mener la bataille du gaz**, et l'a commencé par un mouvement diplomatique régional, pour transmettre les premiers messages de son rejet de tout vol israélien de gaz palestinien, tout en **n'excluant pas une confrontation militaire avec Israël** »[40].

Dans l'ensemble, les médias islamistes notent que la collaboration indirecte avec l'Autorité palestinienne (dirigée par le Fatah) est « le résultat de négociations approfondies et complexes avec l'Égypte pour faire face aux crises humanitaires à Gaza causées par le blocus israélien et les attaques répétées contre l'enclave côtière

surpeuplée »[41]. De son côté, Israël fait toujours valoir un besoin de sécurité et exige depuis 2014 que lui soit remis les corps des soldats Oron Shaul et Hadar Goldin et le retour des otages souffrants de troubles mentaux Avera Mengistu et Hisham al-Sayed[42].

Fin juin 2023, un des responsables du Hamas à Gaza refuse de commenter l'avancée et déclare : « le gaz de Gaza appartient à tous les Palestiniens de Gaza et eux seuls ont le droit d'y investir (...). L'occupation israélienne ne peut pas imposer ses exigences et ses restrictions sur nos capacités et nos richesses naturelles »[43].

Dans les médias israéliens, il est fait état des négociations intenses et compliquées entre Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne, après que l'Autorité palestinienne ait reçu des garanties que le Hamas n'utiliserait pas sa part des revenus du gaz pour développer ses armes, cependant qu'ils mentionnent qu'« une coordination entre les agences de sécurité et un dialogue direct avec l'Égypte -en coordination avec l'Autorité palestinienne-, dans le but de développer l'économie palestinienne et de maintenir la stabilité sécuritaire dans la région [44]».

A lire également

3e Assises de la géopolitique : « Énergies et sécurité »

Pour Israël alors, le Hamas ne doit pas disposer des bénéfices économiques de l'accord tant que la question des «4 prisonniers israéliens détenus à Gaza depuis 2014 »[45] n'est pas résolue[46]. Le Hamas rétorque qu'Israël détient plus de 4.000 détenus dont 1.800 mineurs.

Fin juin, l'Autorité palestinienne n'a pas été officiellement informée de la décision israélienne, et un responsable de Ramallah déclare, humilié : « Nous ne pouvons pas adopter de position ni entamer des préparatifs pratiques sur la base des informations diffusées par les médias israéliens »[47].

Après la validation de la réforme judiciaire en Israël en août, Benjamin Netanyahu est affaibli[48]. Malgré tout, il joue le dossier du gaz et signale dans la presse que de larges progrès sont réalisés tout en tempérant sur l'accord. Il botte en touche en déclarant que « en raison de la complexité des garanties politiques et sécuritaires qui doivent être fournies à la fois publiquement et en secret par le Hamas à Israël, cela prendra des années ».

Youssef Fares[49] du portail d'informations *The Cradle* allègue en 2022 : « Le Hezbollah a menacé Israël de guerre si le Liban n'était pas autorisé à exploiter sa part du champ gazier de Karish. Les factions palestiniennes pourraient faire de même à propos du « gaz volé » au large de la bande de Gaza. La participation du Hamas et des factions djihadistes à Gaza et du Hezbollah libanais à une guerre contre Israël découle de l'existence d'un intérêt commun : celui du gaz de Méditerranée orientale, et non plus seulement d'un ennemi commun : Israël. »[50]

L'approbation du gouvernement Netanyahu sur le gaz off-shore palestinien[51] en juin 2023 a pour conséquences de creuser encore l'impossible rapprochement entre le Fatah[52] et la branche politique du Hamas. Celle-ci devenue impopulaire à Gaza à l'automne 2023, s'est faite débordée par sa branche militaire dont les liens avec les factions radicales du Jihad islamique palestinien, des Brigades Al-Nasser Salah al-Din, Brigades Jihad Jibril, du FPLP[53], FPLP-CG et du FDLP[54][55], n'est plus à prouver[56].

A la lumière des accords d'Abraham et dans leur guerre contre la Russie, l'Iran et la Chine, les Etats-Unis souhaitent rapprocher l'Arabie Saoudite d'Israël dans son grand projet de corridor IMEC[57] discuté au sommet du G20 de Delhi en septembre 2023. C'était sans compter sur les proxys perturbateurs de l'«axe de résistance » [58], affiliés à l'Iran qui se nourrissent des divisions des Palestiniens pour appuyer sa stratégie et son agenda sur son corridor International North–South Transport[59].

A lire également

Le Hamas, d'un mouvement caritatif à une organisation combattante. Entretien avec Gil Mihaely

[1] « L'énergie est un moyen, un enjeu et un terrain de la géopolitique, et ce aux différentes échelles de l'analyse spatiale et la matérialité des énergies nous ramène au cœur d'un » grand jeu » sans cesse réinventé des États » Cédric Tellenne, *Géopolitique des Energies*, Ed. La Découverte

[2]<https://www.gov.il/en/departments/news/spoke-gas180623>

[3]<https://www.courrierinternational.com/article/energie-israel-et-l-autorite-palestinienne-negocient-l-exploitation-d-un-champ-gazier-au-large-de-gaza>

[4] *En 1999, l'AP a demandé à la société d'énergie British Gas de procéder à une prospection gazière dans la région. Un an plus tard, British Gas a découvert le gisement Marine 1 à environ 30 kilomètres de la mer, puis le gisement Marine 2, plus petit, avant de se retirer du contrat. Le projet a été confié au géant de l'énergie Shell en 2016, qui s'est retiré deux ans plus tard en raison d'objections israéliennes et d'autres conflits. Depuis lors, les Palestiniens sont à la recherche d'investisseurs pour ce projet de 1,1 milliard de dollars visant à extraire les quelque 28 milliards de mètres cubes de gaz fossile.*

[5]<https://www.gov.il/en/departments/news/spoke-gas180623>

[6]<https://www.gov.il/en/departments/news/spoke-gas180623>

[7]<https://www.gov.il/en/departments/news/spoke-gas180623>

[8] <https://www.youtube.com/watch?v=Atag74u01AM>

[9]<https://besacenter.org/why-israel-approved-development-of-the-gaza-marine-gas-field/>

[10]<https://besacenter.org/why-israel-approved-development-of-the-gaza-marine-gas-field/>

[11]<https://besacenter.org/why-israel-approved-development-of-the-gaza-marine-gas-field/>

[12]<https://besacenter.org/why-israel-approved-development-of-the-gaza-marine-gas-field/>

[13]<https://www.arabnews.fr/node/393826/monde-arabe#:~:text=En%202021%2C%20l'Autorit%C3%A9%20palestinienne,seule%20station%20de%20l'%C3%A9poque.>

[14]<https://www.lorientlejour.com/article/1315423/23-ans-apres-sa-decouverte-le-gaz-palestinien-sur-le-point-detre-exploite-.html>

[15]<https://www.foreignaffairs.com/israel/what-palestinians-really-think-hamas>

[16]<https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/gaza-des-coupures-de-courant-aux-consequences-catastrophiques>

[17]<https://www.lorientlejour.com/article/1315423/23-ans-apres-sa-decouverte-le-gaz-palestinien-sur-le-point-detre-exploite-.html>

[18]<https://www.offshore-technology.com/contractors/design-engineering-construction/consolidated/>

[19] <https://www.egas.com.eg/activities/exploration>

[20]<https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220616-l-ue-signe-un-accord-avec-isra%C3%ABl-et-l-%C3%A9gypte-pour-s-approvisionner-en-gaz-isra%C3%A9lien>

[21] *Les deux parties négocient de manière sporadique sur le sujet depuis des années, sans jamais parvenir à un accord en raison de nombreux obstacles. Outre les objections israéliennes et autres conflits, l'AP n'a plus aucun contrôle sur Gaza depuis qu'elle en a été chassée en 2007 par le Hamas, qui contrôle aujourd'hui l'enclave*

côtière, jusqu'à être débordée par des factions bien plus radicales que le mouvement Hamas.

[22]https://www.lepoint.fr/monde/la-grece-chypre-et-israel-ont-signé-un-accord-sur-le-gazoduc-eastmed-02-01-2020-2355908_24.php

[23]<https://www.dnv.com/news/dnv-further-confirms-feasibility-and-maturity-of-the-eastmed-pipeline-226712>

[24]<https://lenergeek.com/2017/12/08/east-med-projet-gazoduc-israel-italie/>

[25]<https://www.lemondedelenergie.com/turquie-israel-gazoduc-erdogan/2022/01/19/>

[26] <https://french.wafa.ps/Pages/Details/207143>

[27]<https://www.alternatives-economiques.fr/israel-palestine-lue-a-leviers-financiers-ne-actionne/00108484>

[28]<https://fr.timesofisrael.com/search/?submit=&q=gaza+marine>

[29]<https://www.la-croix.com/Nouveaux-echanges-tirs-entre-Gaza-Israel-25-morts-trois-jours-2023-05-11-1301266908>

[30]<https://fr.timesofisrael.com/l'exploitation-potentielle-de-gaz-a-gaza-discutee-par-des-responsables/>

[31]<https://fr.timesofisrael.com/l'exploitation-potentielle-de-gaz-a-gaza-discutee-par-des-responsables/>

[32] <https://www.yenisafak.com/ar/world/4034720>

[33] https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf

[34]https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf

[35] https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf

[36] https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf

[37]https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf

[38] <https://www.independentarabia.com/node/464136/>

[39]<https://www.newarab.com/news/exclusive-hamas-allows-development-gas-field-gaza>

[40] <https://www.yenisafak.com/ar/world/4034720>

[41] <https://www.yenisafak.com/ar/world/4034720>

[42]<https://www.hrw.org/news/2017/05/03/2-israelis-who-entered-gaza-held-incommunicado>

[43]<https://www.newarab.com/news/exclusive-hamas-allows-development-gas-field-gaza>

[44]<https://besacenter.org/why-israel-approved-development-of-the-gaza-marine-gas-field/>

[45] <https://fr.timesofisrael.com/le-pape-francois-solidaire-des-proches-des-prisonniers-a-gaza/>

[46] « *Nous pouvons discuter et faire des projets pour qu'ils comprennent le coût de cette perte. Ce n'est pas seulement une question de gaz ; il y a des infrastructures que le monde entier est prêt à soutenir à Gaza. Nous ne le permettrons pas tant que les garçons ne seront pas rentrés* » Treizième chaîne en juin 2023 , Hanegbi à propos des otages.

[47] <https://www.newarab.com/news/>

[48] Dans une interview accordée à la Treizième chaîne en juin 2023, Hanegbi a reconnu qu'il était « impliqué » dans ce dossier, mais il a insisté « qu'il n'y aura pas de développement infrastructurel » à Gaza tant que les corps des soldats **Oron Shaul** et **Hadar Goldin** n'auront pas été restitués. Le Hamas détient alors également deux Israéliens en vie, **Avera Mengistu** et **Hisham al-Sayed**.

[49] <https://new.thecradle.co/authors/yousef-fares-76>

[50] <https://new.thecradle.co/articles/time-for-palestine-to-claim-its-stolen-gas>

[51] <https://www.palestine-studies.org/en/node/1653420>

[52] *Le Hamas est un mouvement politique palestinien issu de la confrérie des Frères musulmans. Depuis sa création en 1987, son positionnement a évolué, mais il reste marqué par une radicalité mêlée à un discours religieux faisant référence à la loi islamique (Sharia) et à l'antisémitisme. Le Hamas rejette l'OLP, les accords d'Oslo et l'abandon de la lutte armée. Le Hamas exerce un pouvoir autoritaire à Gaza, caractérisé par une opacité revendiquée et un islamisme réel. Au sein du Hamas, le bureau politique, qui prend les décisions les plus importantes, est divisé entre différents pôles géographiques cherchant chacun à influencer le reste du mouvement. Le soutien de l'Iran au Hamas renforce le pôle de Gaza, tandis que le pôle extérieur, considéré comme plus modéré, est réputé proche du Qatar. Les brigades Al-Qassam du Hamas sont engagées dans des activités terroristes contre Israël et travaillent conjointement avec les Brigades al Qods (Djihad islamique Palestinien). D'autre part, les principaux bailleurs de fonds de l'Autorité palestinienne, notamment les pays du Golfe et les pays européens, boycottent le Hamas et voient d'un mauvais œil sa possible accession au pouvoir. Par conséquent, Ramallah ne peut prendre le risque d'un accord inter-palestinien qui entraînerait la fin de l'aide internationale, comme cela s'est produit après les élections de 2006 qui ont porté le Hamas au pouvoir. De plus, il est dans l'intérêt d'Israël d'empêcher un tel rapprochement et l'unification de ses opposants, ce qui explique les efforts déployés pour discréditer totalement le Hamas auprès des soutiens internationaux de Mahmoud Abbas. Les tensions croissantes entre Israël et les États-Unis –depuis le discours du Caire d'Obama jusqu'à 2023- d'une part, et l'Iran de l'autre, ainsi que celles entre l'Arabie saoudite et le Qatar, rivaux du Golfe, ont des répercussions sur les Territoires palestiniens. Ces tensions contribuent à expliquer les pressions centrifuges sur le Hamas et l'Autorité palestinienne, rendant une réconciliation pratique impossible.*

[53] [Front Populaire de Libération de la Palestine](#)

[54] Front démocratique pour la libération de la Palestine, siège à Damas

[55] <https://orientxxi.info/magazine/le-leurre-de-la-reconciliation-entre-le-fatah-et-le-hamas,0628>

[56] <https://www.washingtonpost.com/world/2022/11/25/gaza-gas-israel-partnership-hamas-egypt/>

[57] Le Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), lancé le 9 septembre 2023 lors du sommet du G20 à New Delhi, a le potentiel de devenir l'un des piliers de la stratégie indo-pacifique de l'Europe en reliant l'Australie, l'Inde, les pays du Golfe, Israël et l'Union européenne.

[58] <https://www.massader.ps/en/project/1518343423>

[59] <https://www.portail-ie.fr/univers/enjeux-de-puissances-et-geoéconomie/2022/la-russie-liran-et-linde-relies-par-le-nouveau-corridor-instc-un-pas-supplémentaire-vers-un-monde-multipolaire/>